

BERCI/GEC Sondage : Une élection Ambiguë

Les 100 premiers jours de Tshisekedi au Pouvoir



““

Le désespoir gagne de plus en plus les cœurs
des Congolaises et Congolais. Les récents
événements sociopolitiques n'ont pas beaucoup
réalisé les rêves de notre peuple.

Archevêque de Kinshasa,
Mgr Fridolin Ambongo
21 avril , 2019
République Démocratique du Congo

Le groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un projet de recherche indépendant, à but non lucratif dédié à la compréhension de la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous effectuons des recherches rigoureuses sur les différents aspects du conflit en République Démocratique du Congo. Toutes nos études reposent sur une connaissance approfondie de l'histoire et de la sociologie de la problématique étudiée. Nous sommes basés au Centre de coopération internationale à l'Université de New York.

Toutes nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur : www.gecongo.org et www.congoreserchgroup.org

Créé en 1990, le « Bureau d'Études, de Recherches, et de Consulting International » (BERCI) est une société à responsabilité limitée dédiée à la mise en œuvre des projets de recherche et d'évaluation pour améliorer la prise de décisions fondées sur des données factuelles en RDC. Premier Institut de Sondage congolais, les activités de recherche de BERCI sont centrées sur des thématiques liées au développement, à la bonne gouvernance, au renforcement de l'État et à la consolidation de la paix. Les sondages politiques BERCI à but non lucratif sont conjointement coordonnés par la fondation BERCI, ASBL.

Crédits Photos: Page de garde - Presse présidentielle @Présidence.cd; p.6 Logo CENCO RD Congo@Cenco_RDC; DR Congo Vote par John Wessel @JOHN WESSEL; Magistrats de la Cour Constitutionnelle par Radio Okapi/Ph. John Bompengo; p.7 Félix Tshisekedi @TVSmonde; Martin Fayulu's arrivé à l'aéroport international de N'djili de Kinshasa en novembre 2018 par REUTERS/Kenny Katombe; Emmanuel Ramazani Shadary @ Photo TVSmonde; p.9 Moïse Katumbi @ Getty images; Martin Fayulu @Martin Fayulu |Twitter; Martin Fayulu à Paris en décembre 2015 © Ch. Rigaud – Afrikarabia; Vital Kamerhe (@VitalKamerhe) | Twitter; Jean-Pierre Bemba @ Photo: MICHAEL CHOIRS; Adolphe Muzito @ Vincent Fournier pour JA; Joseph Kabila @State Department USA (Domaine publique) p.11 ; Laurent Désiré Kabila par HABARI KD ; Joseph Kabila investiture en 2001 par Jeune Afrique; Félix Tshisekedi par Olivia Acland, Reuters; p.14. Drapeaux DC et Etats-Unis par Vexillophile; Conseil de Sécurité des Nations Unies, Service de presse des Nations Unies @un.org; Drapeaux Afrique du Sud et RDC -Rencontre entre les ministres du Gouvernement Congolais et les autorités de l'Afrique du Sud. Crédit: GCIS; p.15 Félix Tshisekedi et le Secrétaire d'Etat, Mike Pompeo par le Département d'Etat (Domaine publique).

Table des Matières

4

Résumé Exécutif

5

Le Contexte

8

La Légitimité du processus

10

Les cents premiers jours
de Tshisékedi

13

Les institutions nouvellement élues
et les leaders de la Société Civile

15

La communauté internationale
Et conclusion

Résumé Exécutif

La République démocratique du Congo a tenu des élections présidentielles et législatives le 30 décembre 2018. Les élections, qui avaient été retardées de deux ans, ont fait l'objet de controverses. La Commission électorale nationale a déclaré vainqueur du scrutin présidentiel, Félix Tshisekedi, leader de l'opposition. Cependant, une fuite au sein de ladite Commission, dont les résultats étaient fort semblables à ceux de la mission d'observation de l'Église catholique, a montré que Martin Fayulu, un autre leader de l'opposition, aurait clairement remporté les élections. Malgré la controverse, la situation post-électorale a été relativement stable. Tshisekedi a été investi dans ses fonctions le 24 janvier, et il a passé ses premiers mois à voyager à l'étranger — rencontrant pas moins de 17 chefs d'État depuis janvier — et dans le pays. Pendant ce temps, Martin Fayulu a lancé une campagne destinée à contester les résultats des élections, et à organisé des rassemblements dans plusieurs villes à travers le pays. Que pensent les Congolais de ces événements ? Afin d'évaluer l'opinion publique à ce stade critique, le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) à l'Université de New York (NYU) et le Bureau d'Études, de Recherches et de Consulting International (BERCI) ont mené deux sondages téléphoniques représentatifs au niveau national en mars et mai 2019, interrogeant au total 2 506 personnes. Le sondage présente les conclusions suivantes :

- Les Congolais ont des sentiments ambivalents au sujet des élections :
 - Environ la moitié pense que les élections ont été truquées, mais acceptent les résultats ;
 - En mai, la majorité des répondants (56%) ne fait pas confiance à la Commission électorale, et pourtant en mars, 62% des répondants sont satisfaits de la façon dont la démocratie fonctionne dans le pays;
 - Environ 67% ont une opinion favorable de la performance de Félix Tshisekedi en tant que Président, une approbation nettement plus élevée que pour les deux derniers Présidents de la RDC après leurs premiers 100 jours en fonction (Joseph Kabila (44%) en mars 2001 et Laurent-Désiré Kabila (51%) en août 1997).
- Pour la première fois depuis de nombreuses années, les répondants sont optimistes quant « à la direction que prend le pays », 51% en mars 2019, et 61% en mai 2019, une augmentation de 34% par rapport à novembre 2017.
- Une nette majorité de Congolais (53% en mars et 58% en mai 2019) désapprouve l'alliance actuelle entre la coalition de Tshisekedi et celle de l'ancien président Joseph Kabila.
- Contrairement à décembre 2018, Martin Fayulu n'est plus la personnalité politique la plus populaire. En mai 2019, 48% des répondants avaient porté leur choix sur Fayulu pour devenir le chef de l'opposition, une progression de 10% comparée à mars dernier. Cela représentait plus du double des soutiens de Bemba (16%) et de Katumbi (23%). Si l'alliance entre ces trois leaders se défaisait, il sera intéressant de voir l'évolution de leur popularité. Cependant, à partir de mars 2019 Katumbi avec 67% de bonne opinion, redevient, une fois de plus, le politique le plus populaire, et atteint 70% en mai.
- Les trois priorités du président nouvellement élu portent sur : « L'amélioration du bien-être ou des conditions de vie des Congolais », suivi de « la paix et de la réforme de la sécurité », de « l'État de droit et la lutte contre l'impunité — y compris le lancement d'une procédure judiciaire contre Kabila et ses ministres » ; et enfin la réhabilitation des « infrastructures sociales » ;
- Bien que la plupart (57%) obtient ses informations des médias locaux, en mars dernier les médias internationaux étaient considérés comme étant plus neutres (70%) que les médias locaux (53%).

Les deux sondages ont été conduits du 27 mars au 6 avril 2019 et du 4 au 9 mai 2019, via un échantillon de 1,212 et 1,294 personnes de 18 et plus. Les interviews ont été enregistrées sur les tablettes électroniques à l'aide de l'Open Data Kit (ODK). Les répondants ont été recrutés à partir d'une liste de numéros de téléphone cellulaire obtenus lors du sondage de BERC/GEC de 2016 réalisé au domicile des répondants, à l'échelle nationale dans plus de 400 sites d'enquête urbains et ruraux. La base de données des interviews à domicile a fourni des renseignements sur la répartition géographique et les caractéristiques socio-économiques des répondants : leur classe sociale, leur niveau d'instruction, leur lieu de résidence et leur âge, ainsi que leurs coordonnées GPS. Les interviews ont été téléchargées directement sur un serveur hébergé à distance par le site web Ona.io, accessible à tous les partenaires en temps réel. Les données ont été pondérées en fonction du sexe, de l'âge et de la localisation géographique des répondants afin que la distribution de ces variables corresponde aux données démographiques de l'Institut National de la Statistique (INS). Il n'y a pas de différence significative entre les données pondérées et les données brutes. Le rapport présente les données pondérées ; les pourcentages ont été arrondis, ce qui pourrait, une fois additionnés, totaliser parfois plus ou moins de 100%. La marge d'erreur était de +/- 3%.

Le Contexte

Depuis plusieurs années, la politique congolaise est en plein chambardement. Kabila, qui était au pouvoir depuis 2001, était arrivé à la fin de son deuxième mandat et aurait dû démissionner en décembre 2016. Initialement, il a tenté de modifier la constitution pour lui permettre d'obtenir un mandat supplémentaire, comme ce fut le cas au Rwanda, Ouganda, Burundi et Congo-Brazzaville. Mais, face à la pression énorme de la société civile et des mouvements sociaux, il a cédé. Il s'est alors employé à gagner du temps, en orchestrant des manœuvres dilatoires tout le long du processus électoral ce qui a repoussé la date des élections de deux ans.

Durant cette période, le gouvernement s'est engagé dans une campagne de répression contre les manifestations qui se sont déroulées à travers tout le pays, organisées par une vaste coalition d'organisations de la société civile, de partis d'opposition et l'Église catholique. Pendant ces répressions, des centaines de civils ont été tués et des centaines d'autres personnes ont été arrêtées. Dans le même temps, plusieurs organisations professionnelles, parmi lesquelles des médecins, des infirmières et des enseignants, ont déclenché des grèves en raison de leurs mauvaises conditions de vie. Des étudiants de plusieurs universités se sont également joints à cette vague de manifestations, se heurtant aux forces de sécurité. Selon Human Rights Watch, près de 300 personnes ont été tuées pendant cette période.¹ En 2017, le Bureau commun des Nations Unies pour les droits de l'homme a recensé 6 497 violations des droits humains en 2017, soit une augmentation de 25% par rapport à 2016, la majorité des abus ayant été commis par les services gouvernementaux.²

Au cours de la même période, le président Kabila a tenté de resserrer son emprise sur le pouvoir en cooptant d'éminents dirigeants de l'opposition, en promouvant des partisans loyalistes dans les services de sécurité — y compris ceux faisant l'objet de sanctions internationales — et en formant le Front commun pour le Congo (FCC), une large coalition politique. En août 2018, il désigne Emmanuel Ramazani Shadary, son ancien ministre de l'Intérieur, également

sous le coup de sanctions internationales, comme le candidat à la présidence de sa coalition au sein du FCC, alors que 59% des personnes interrogées lors de notre sondage du mois d'octobre 2018 désapprouvaient ce choix. Shadary devait affronter 21 autres candidats au cours du scrutin présidentiel. Ses deux adversaires étaient Felix Tshisekedi, fils du vétéran de l'opposition, Etienne Tshisekedi, et Martin Fayulu, un leader de l'opposition et homme d'affaires prospère.

Des organisations de la société civile et des diplomates se sont montrés critiques à l'égard du processus électoral. Comme indiqué dans deux rapports du GEC, le processus a été victime des institutions politisées, de failles techniques et de l'instrumentalisation de l'État par la coalition au pouvoir.³ Outre la répression axée sur l'opposition, de nombreux incidents ont clairement démontré que la présidence exerçait une influence considérable sur la commission électorale et la Cour constitutionnelle, responsable des contentieux électoraux dans la course à la présidentielle. Le FCC, la coalition au pouvoir, contrôlait tout l'appareil étatique et abusait des forces de police, de l'armée et des fonctionnaires de l'administration pour harceler et contraindre l'opposition. En outre, les listes électorales comprenaient près de sept millions d'électeurs sans identification biométrique, et une croissance suspecte de l'électorat dans les 26 provinces.

Agitation électorale

Les résultats des élections ont surpris beaucoup de monde. Le 10 janvier, le président de la commission électorale a annoncé que Felix Tshisekedi avait remporté l'élection présidentielle avec 38,57% des voix. Fayulu était deuxième avec 35,80%, et Shadary 23,80%. Néanmoins, quelques jours plus tard, plusieurs organisations, dont le GEC, ont publié le contenu des deux fuites qui contredisaient nettement ces chiffres. La première fuite, provenant d'un décompte partiel des résultats des élections de la base centrale de données de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), fixe le pourcentage de Fayulu à 59,42%, suivi de Felix Tshisekedi avec 18,97% et Emmanuel Ramazani Shadary avec 18,54 %.

¹ Human Rights Watch, "DR Congo: Opposition under assault," 28 août, 2018.

² The Joint United Nations Human Rights Office (JUNHRO), 24 janvier, 2018.

³ Groupe d'Etude sur le Congo Research Group, "Politicisation des institutions responsable du processus électoral," octobre 2018; "RDC, les élections de tous les dangers: Imbroglis techniques," novembre 2018.

⁴ Groupe d'Etude sur le Congo, "Qui a vraiment gagné les élections ?" 16 janvier 2019.

Les résultats de la CENCO étaient respectivement de 62,80%, 15,00% et 17,99%. Les données de la CENI représentaient 86% des votes comptabilisés, alors que ceux de la CENCO représentaient un échantillon aléatoire de 43% des bureaux de vote. Les deux documents, obtenus indépendamment et provenant d'organisations qui avaient peu de liens politiques ou personnels avec les candidats, aboutissaient à des résultats profondément similaires au niveau provincial. De même, ces résultats correspondaient à peu près aux deux sondages menés parallèlement par GEC, BERCI et IPSOS une semaine avant les élections, les chiffres donnant Fayulu 45% / 49% (BERCI/IPSOS), Tshisekedi 28 /20% et Shadary 20%/18%.



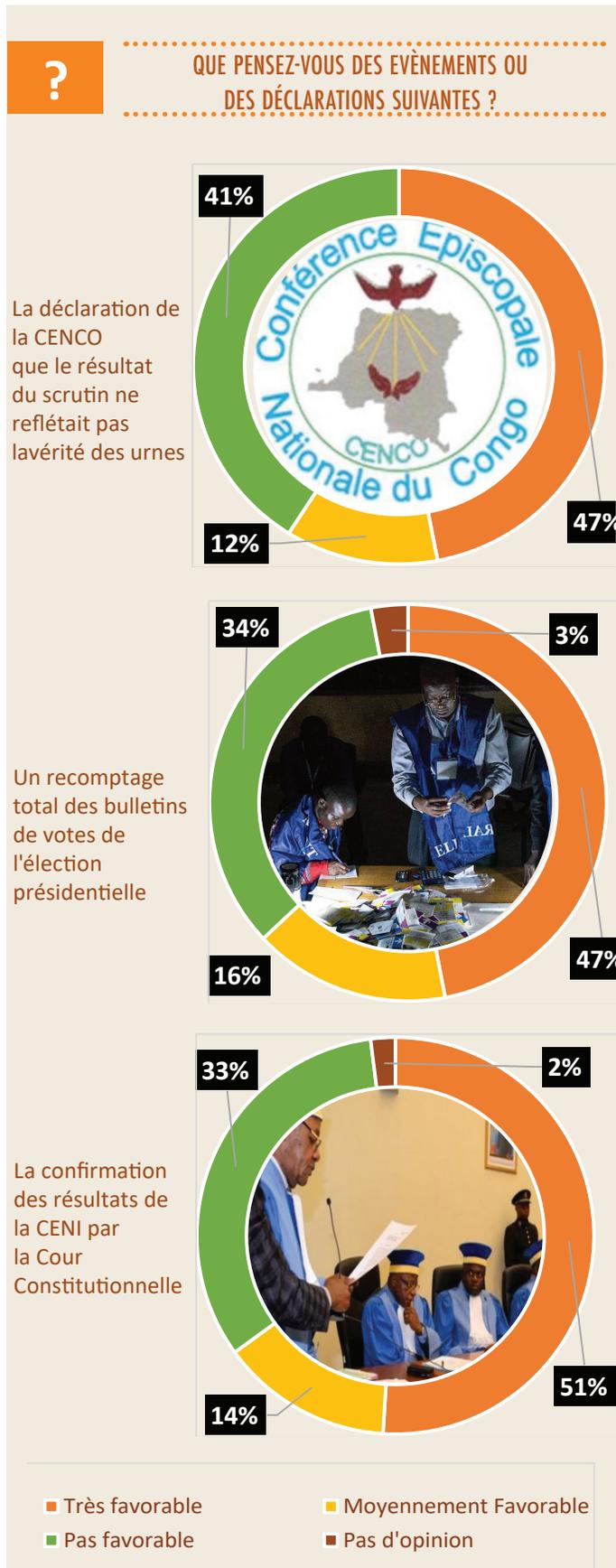
L'Eglise catholique a déclaré que leurs résultats provenant des 40 000 observateurs électoraux indiquaient un autre vainqueur.

L'Église catholique, qui n'a pas publié officiellement ces résultats, a indiqué que les résultats obtenus par ces 40 000 observateurs électoraux sur le terrain désignaient un autre vainqueur. Dans une déclaration inhabituellement audacieuse, l'Union africaine a émis des « doutes sérieux » quant aux résultats, tout comme les gouvernements belge et français.⁵ Malgré cela, la Cour constitutionnelle a confirmé les résultats officiels et Tshisekedi a pris ces fonctions le 24 janvier. Depuis, presque toutes ses organisations, mouvements sociaux et ambassades ont cessé de contester activement les résultats, bien que certains aient clairement indiqué qu'ils ne les considéraient pas comme légitimes.

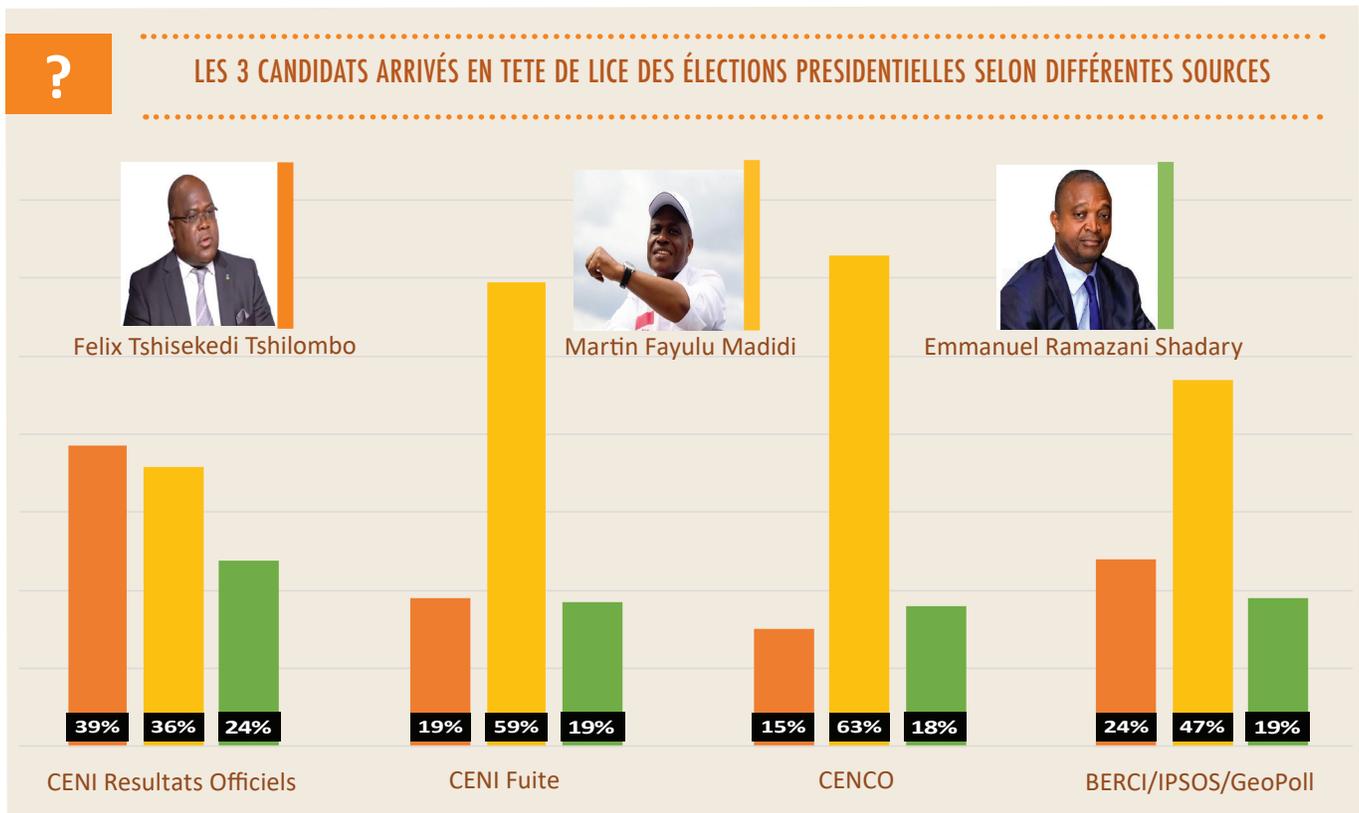


La majorité des répondants (53%) approuvait l'arrêt de la cours, alors que 50% était favorables à un recomptage des votes.

Le sondage de mars indique que d'après la proclamation du vainqueur de la présidentielle, les répondants semblaient divisées au sujet de la décision de la Cour Constitutionnelle. Bien qu'en octobre 2018, 71% des personnes interrogées avaient déclaré ne pas faire confiance à la Cour, 53% d'entre elles approuvaient le décret de la Cour (contre 47%), tandis que 50% des répondants étaient favorables (34% « très favorables » et 16% « favorables ») à un recomptage total des résultats des votes (contre 47%), en mars 2019.



⁵Cf. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/01/18/rdc-l-union-africaine-demande-la-suspension-de-la-proclamation-des-resultats-definitifs_5410734_3212.html



La légitimité du processus

La légitimité des élections et du nouveau gouvernement

En dépit de la forte mobilisation de 2015-2018 et de la contestation des résultats, il n'y a pas eu de protestation majeure et spontanée suite à la proclamation des résultats ou à l'investiture de Tshisekedi. De plus les célébrations devant le siège des vainqueurs ont été relativement réservées. L'attitude prépondérante semble être une acceptation prudente de la situation. Selon notre sondage de mars 2019, seuls 27% des répondants se déclaraient « enthousiastes » et 32% « déçus » du résultat de l'élection présidentielle. Nonobstant, Fayulu a organisé plusieurs rassemblements dans des villes importantes du pays, notamment à Goma, Butembo, Kinshasa, Kikwit, Moanda et Matadi, qui ont réuni des dizaines de milliers de personnes. L'Église catholique a continué à déclarer explicitement que les élections avaient été truquées. De plus, les résultats des sondages révèlent distinctement une ambiguïté frappante :

- En mai 2019, environ 67% avaient une bonne opinion de Felix Tshisekedi, soit une augmentation de 6% par rapport à mars et 63% se disaient satisfaits du fonctionnement de la démocratie ;
- La majorité des répondants (57%) étaient « très ou plutôt satisfaits » de la manière dont les élections présidentielles ont été conduites (comparativement à 43% et 42% pour les élections législatives nationales et provinciales, respectivement).
- Et pourtant, 50% affirment penser que les élections présidentielles ont été « très probablement » ou « probablement » truquées, 53% pensent que les résultats proclamés des élections présidentielles ne reflétaient pas les véritables résultats, alors que le même pourcentage (53%) n'a pas confiance dans la commission électorale en mars 2019 ;
- Environ un tiers des personnes interrogées ont exprimé des regrets pour avoir participé aux élections (32% en mars et 35% en mai 2019) et se disent « déçus ou tristes » du résultat des élections (32%) pour la présidentielle (32%), (33%) pour les législatives nationales et (36%) pour les provinciales et (45% pour les élections sénatoriales (45%)).

Comment l'électorat peut-il ne pas faire confiance aux résultats et être content du nouveau président ?



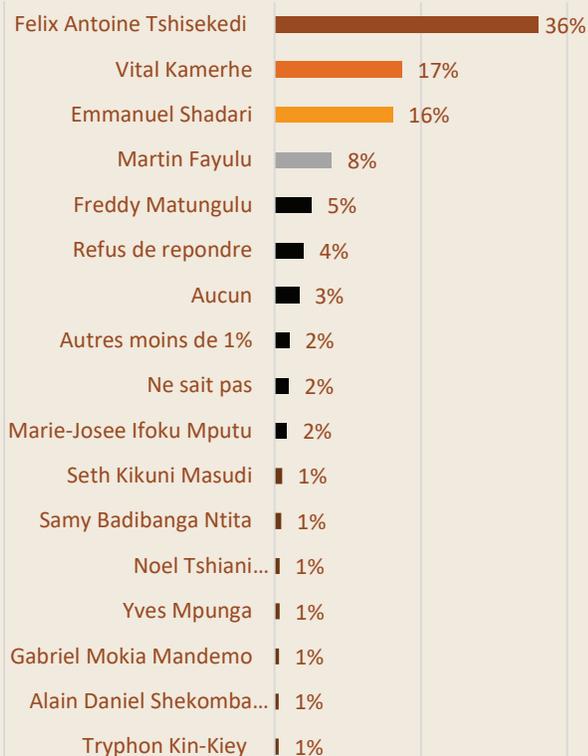
Je pense que les élections présidentielles étaient truquées, mais j'accepte les résultats.

Sondage mars 2019

Il est important de rappeler que la popularité de Fayulu est relativement récente et repose principalement sur sa capacité à « incarner le changement ». Il n'avait obtenu que près de 1% des intentions de vote, lors des sondages pré-électorales menés par GEC/ BERCi en novembre 2017, février 2018 et juin 2018. Ce n'est que grâce à la disqualification de deux leaders de l'opposition les plus populaires, Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi — éliminés des élections sur base d'argumentaires légaux contestables— que Fayulu a obtenu 8% des intentions de vote lors du sondage d'octobre 2018.



INTENTIONS DE VOTE EN OCTOBRE 2018



Quelle est la logique qui sous-tend cette dynamique ?

Fayulu a de toute évidence bénéficié du soutien de Bemba et de Katumbi. Cependant, comme l'ont démontré les sondages précédents de BERCi/ GEC, même la popularité de ces candidats est relativement faible et davantage basée sur leur personnalité et sur l'espoir qu'ils soient en mesure de changer les choses. Lors de leurs apparitions publiques, aucune de ces personnalités ne mirent l'accent sur leur programme politique ou leur idéologie. Il est probable que l'électorat congolais était à la recherche d'un candidat capable de battre Joseph Kabila et de susciter un changement systémique. Lorsqu'il leur fut demandé le critère ayant prévalu dans leur choix, 55% des répondants ont répondu : « Il incarne le changement » et « il peut battre la Majorité [la coalition de Kabila] ». En décembre 2018, de nombreux Congolais pensaient que Fayulu était celui qui représentait leur meilleur espoir pour un réel changement.



A partir de décembre, Fayulu représentait le meilleur espoir pour un changement.

Sondage de mars 2019

Il est également probable, comme le confirment nos entretiens avec des personnalités de tous les horizons sociaux, que lorsque Tshisekedi a été déclaré vainqueur des élections, de nombreux Congolais ont pensé que les résultats avaient été truqués, mais les ont acceptés, leur objectif principal ayant été atteint : Kabila avait été évincé du pouvoir. Cinquante pour cent des répondants ont déclaré être d'accord avec l'énoncé suivant : « Je pense que les élections présidentielles ont été truquées, mais j'accepte les résultats ». Seulement 37% pensaient que les élections n'avaient pas été truquées. Dans le même esprit, lorsqu'on leur demande ce que Martin Fayulu devrait faire maintenant, ils répondent :

- Accepter les résultats et se retirer complètement (14%);
- Devenir le chef de l'opposition (28%);
- Mobiliser un mouvement de protestation (13%);
- Mobiliser des soutiens pour de nouvelles élections (29%);
- Accepter un poste au gouvernement (16%).

Les élections ont toutefois propulsé Fayulu à tête du palmarès des politiques pouvant diriger l'opposition. En mai 2019, à la question sur la personnalité qui devrait diriger l'opposition, 48% ont centré leur choix sur Fayulu, une progression de 10% comparé à mars dernier—plus du double des soutiens de Bemba (16%) et de Katumbi (23%). Si l'alliance entre ces trois leaders se défaisait, il sera intéressant de voir l'évolution de leur popularité.

?

QUELLE EST VOTRE OPINION DES PERSONALITÉS SUIVANTES ? (BONNES OPINIONS SEULEMENT %)

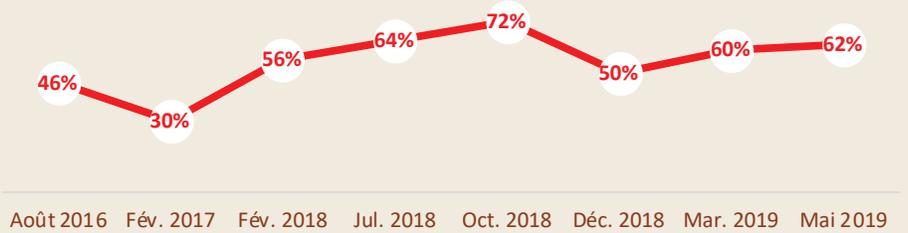
Moïse Katumbi



Martin Fayulu



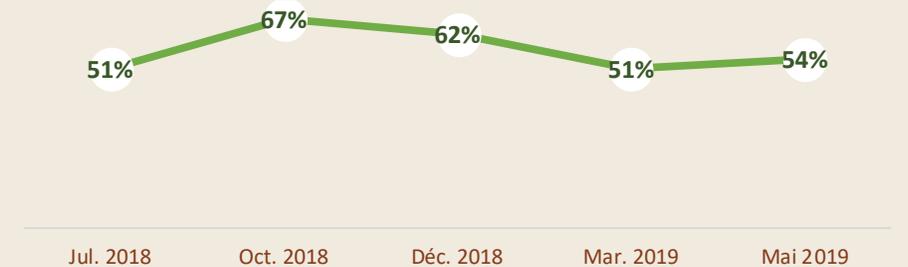
Vital Kamerhe



Jean Pierre Bemba



Adolphe Muzito



Joseph Kabila



Les 100 premiers jours de Félix Tshisekedi

Comment s'en sort-il?

Le sondage de mai s'est tenu 100 jours après l'investiture de Tshisekedi. Durant cette période, il s'est attelé, urgemment et rapidement, à marquer sa différence en projetant une vision différente et plus engagée de l'État à l'égard de ses concitoyens, ainsi qu'à l'égard des partenaires étrangers.

Sur le plan intérieur, Tshisekedi réouvre l'espace public et politique qui s'était restreint depuis:

- Dès mars 2019, il ordonné la libération de 574 prisonniers politiques, sur les 700 annoncés précédemment par son gouvernement;
- Il a remplacé le responsable de l'Agence nationale de renseignement (ANR), Kalev Mutond, de sinistre mémoire, et a décidé de fermer de nombreux cachots officiels des services de renseignement;
- Il a facilité le retour des exilés politiques emblématiques, dont Moïse Katumbi, Jean-Pierre Bemba et Sindika Dokolo;
- Son gouvernement a autorisé la réouverture de plusieurs chaînes de télévision ainsi que des stations de radio fermées par Kabila. Les médias gérés par l'État ont commencé à accorder du temps d'antenne à l'opposition.⁶ Cela serait de nature à modifier la perception populaire des médias. Pendant qu'une majorité de Congolais (54%) déclaraient recevoir leurs nouvelles auprès des radios et télévisions locales, 34% considéraient ceux-ci comme biaisés en faveur du gouvernement. A contrario, leur confiance envers les médias étrangers est meilleure (70%), bien que 18% les considèrent comme biaisés en faveur de l'opposition ;
- Dans l'ensemble, le gouvernement a autorisé les rassemblements de l'opposition et de la société civile sans aucune restriction de la part des autorités ; des poursuites judiciaires ont été engagées contre des policiers pour usage disproportionné de la force publique lors d'une manifestation d'étudiants à Lubumbashi.

Sur le plan économique, Tshisekedi s'est présenté comme le porte-drapeau de la lutte contre la corruption. Il a mis fin à la mauvaise gestion de plusieurs fonctionnaires et représentants paraétatiques, bien qu'aucun procès n'ait été attenté à ce jour. Il a également lancé un programme d'investissements d'urgence, promettant de consacrer 304 millions de dollars pendant les 100 premiers jours destinés aux routes, aux écoles, aux centres de santé et aux services de santé, aux réseaux d'électricité, aux ports et à d'autres besoins en infrastructures. Bien que des progrès aient été accomplis sur ce front et que le président ait assisté à plusieurs cérémonies d'inauguration, il est difficile de tirer des conclusions sur la base de trois mois. En outre, le Fonds Monétaire International (FMI) étudie actuellement la possibilité de relancer un programme d'aide budgétaire suspendu depuis 2012.

Sur le plan diplomatique, Tshisekedi a rouvert en mars 2019 le Centre européen des visas (centre Schengen), fermé en janvier 2018 pour protester contre la suspension de l'aide belge et les sanctions de l'UE. En même temps, il n'a émis aucune protestation publique contre les sanctions imposées en mars 2019 par le gouvernement des États-Unis à l'encontre de membres de la commission électorale, de la Cour constitutionnelle et de l'Assemblée nationale.⁷ Dans l'ensemble, environ 60% des répondants en mars 2019 approuvaient ces sanctions contre: le président de la CENI (60%) ; le vice-président de la CENI (60%) ; le conseiller principal de la présidence de la CENI (59%); le président de l'Assemblée nationale (64%) ; et le président de la Cour constitutionnelle (57%). En mai 2019, Tshisekedi a relancé le programme de coopération militaire avec le gouvernement belge, qui avait été suspendu en avril 2017.

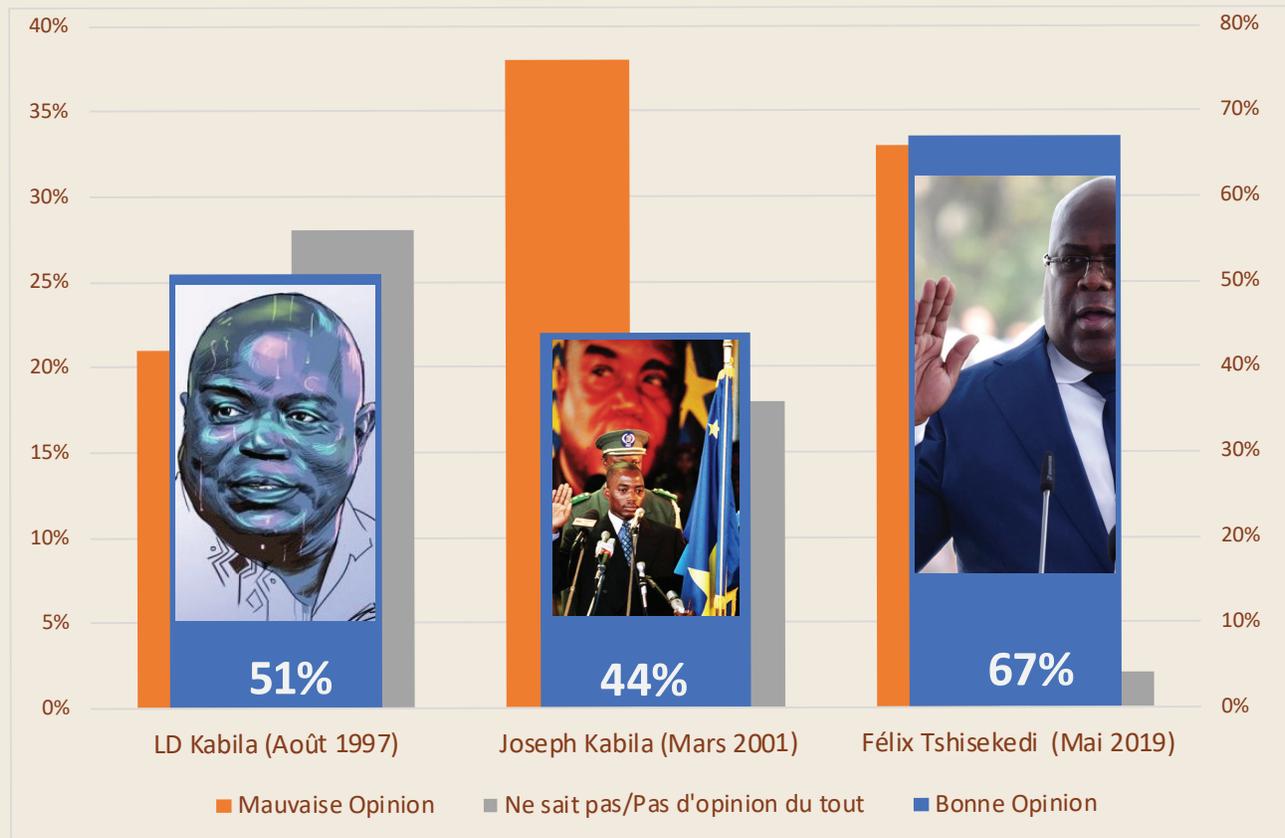
Peut-être, plus important encore, la marge de manœuvre de Tshisekedi est fortement limitée à cause du régime semi-présidentiel du pays. Le Premier ministre et le gouvernement sont nommés par le Président mais au sein de la majorité parlementaire.

⁶ Cf. <http://www.presidentrdrd.cd/IMG/pdf/-46.pdf>, accédé le 17 Mai 2019.

⁷ Corneille Nangaa, CENI Président, Norbert Basengezi, CENI vice-président de la CENI, Marcellin Mukolo Basengezi, Conseiller principal du Président de la CENI, Aubin Minaku, Président de l'Assemblée nationale; Benoît Lwamba, Président de la Cour constitutionnelle.

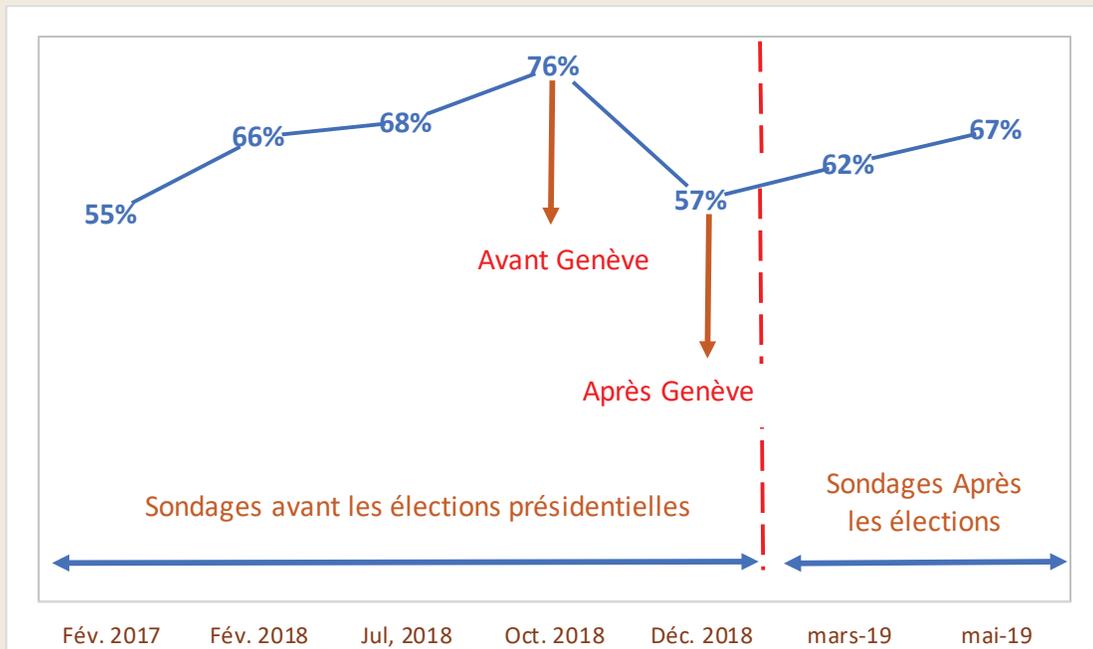
?

PERCEPTION DES 3 DERNIERS PRESIDENTS APRES 100 JOURS AU POUVOIR



?

PERCEPTION DE FÉLIX TSHISEKEDI DEPUIS FÉVRIER 2017 ? (BONNES OPINIONS SEULEMENT)



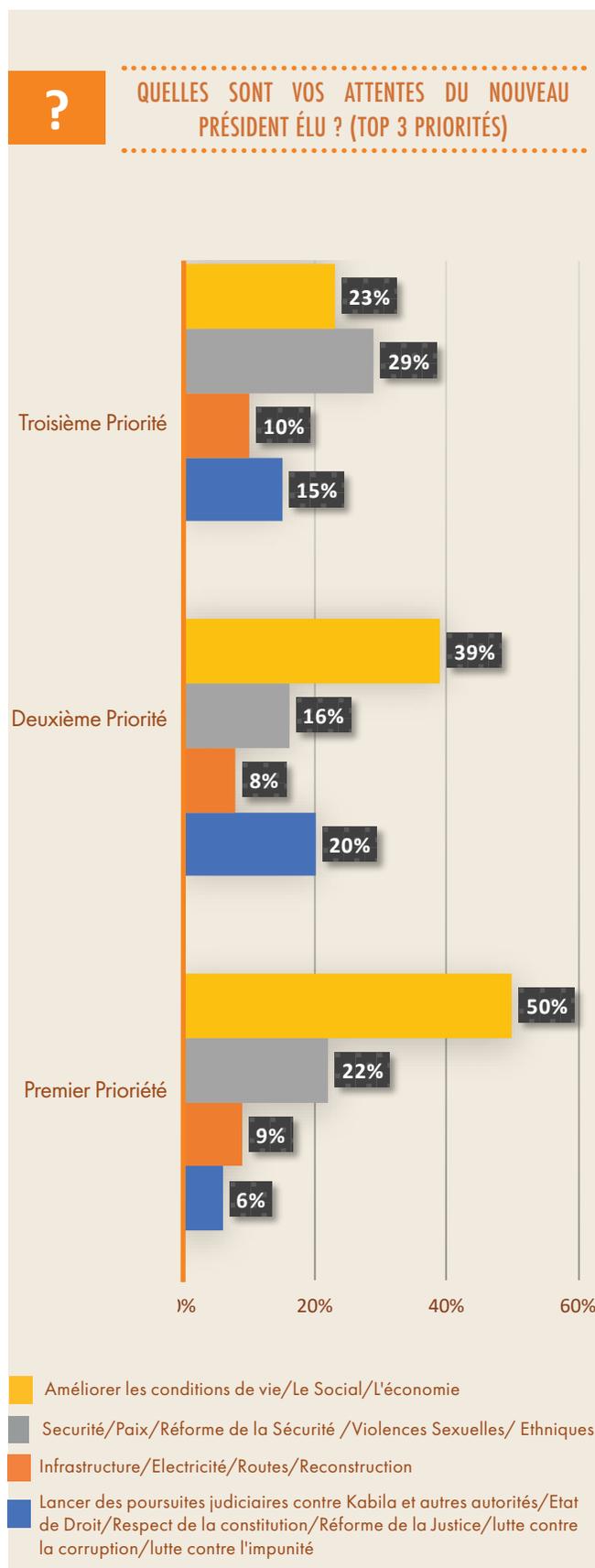
En dépit de l’alliance récente entre le CACH de Tshisekedi et la coalition FCC, ce dernier contrôle plus des deux tiers des sièges des deux chambres du Parlement, ainsi que 23 des 26 gouvernements provinciaux. Au moment de la rédaction du présent rapport, le gouvernement n'avait pas encore été formé, excepté le Premier ministre. Tout comme lui et les autres ministres qui composeront son gouvernement ils seront majoritairement membres du FCC, vraisemblablement choisis par Joseph Kabila en personne. Il en sera de même pour les entreprises publiques, l'appareil judiciaire et les autres instances étatiques. Cependant, la plupart des répondants soutienne les premiers pas de Tshisekedi : 67% ont une « très bonne/bonne » opinion de sa performance. Le taux d’opinion favorable de Tshisekedi est supérieur de 23 points à celui de Joseph Kabila⁸ et de 16 points à celui de Laurent-Désiré Kabila⁹ après les 100 premiers jours de leur mandat respectif.

“
Je le dit sans peur. Je suis ici pour déboulonner la dictature en place.

Félix Tshisekedi, le 4 avril, 2019

Nonobstant, la popularité de Tshisekedi dépendra vraisemblablement de la manière dont il se dissociera de Kabila pour « déboulonner le système dictatorial», comme il le dit lui-même. Son alliance avec la FCC est de moins en moins bien perçue : 58% des répondants ont une mauvaise opinion en mai 2019, soit une progression de 5% depuis mars. Cela est probablement lié à la perception négative du FCC : son taux de désapprobation n'a que légèrement diminué, passant de 73% en juillet 2018 à 68% en mai 2019. Et bien que Kabila soit considéré plus favorablement qu'avant les élections de décembre 2018, où seulement 22% des répondants avaient une bonne opinion de lui, en mars 2019 il demeure toujours impopulaire : avec seulement 33% de personnes de bonne opinion. Ce sursaut d'approbation semble lié aux élections — sa popularité chute à 24% deux mois plus tard. En mai 2019, 72% des répondants pensaient qu'il ne devait pas s'impliquer dans la politique du pays, contre 66% en mars — une augmentation de six points.

Alors que les signes de réforme sont encore hésitants, pour la première fois depuis plusieurs années, la majorité des répondants sont optimistes quant à la direction que prend le pays : 51% en mars et 61% en mai 2019, contre 19% dans un sondage GEC/ BERCI de février 2018 et 27% en novembre 2017.



⁸ Sondage BERCI réalisé à Kinshasa, Bukavu, et Goma en Mars–Avril 2001. Résultats on file.

⁹ Sondage BERCI, « Les cent jours de Laurent Désiré KABILA au pouvoir », Août 1997.

Les institutions nouvellement élues

La légitimité des autres institutions

Bien que les Congolais semblent globalement favorables au nouveau président, ils n'ont pas le même sentiment vis-à-vis de la plupart des autres institutions.

- La majorité des répondants (53%) n'a pas confiance dans la commission électorale, bien que ce soit une amélioration par rapport aux 68% qui ne lui faisaient pas confiance en décembre 2018;
- De nombreuses personnes n'étaient pas satisfaites des résultats des élections législatives nationales (56%) et provinciales (57%), qui ont donné une large majorité à la FCC de Kabila.

En fait, lorsqu'on leur a demandé pour quel parti ils avaient voté aux élections législatives nationales, au moins 51% ont déclaré avoir voté pour l'un des principaux partis d'opposition - y compris l'UDPS de Tshisekedi - et 34% ont déclaré avoir voté pour un autre parti plus petit. Bien que le scrutin national ne soit pas un bon baromètre pour les législatives provinciales, où les partis sont élus par territoire à la proportionnelle, cela montre clairement que la composition du parlement ne reflète pas le vote populaire.

L'institution qui semble être la moins bien perçue est le Sénat, dont les sénateurs sont élus indirectement par les parlements provinciaux. Compte tenu de la petite taille de son électorat, ce vote est davantage corrompible. Les Sénatoriales ont été vivement critiquées pour cela. Le 18 mars, le président Tshisekedi se soumet à la pression populaire, suspend l'investiture du Sénat dans l'attente des enquêtes sur la corruption.

- 59% des répondants ont soutenu cette décision;
- 68% ont ressenti de la "colère" ou de la "déception et tristesse";
- 70% ont déclaré ne pas approuver ces élections parce qu'elles étaient corrompues; et
- Pour 50% des répondants, les élections sénatoriales devraient tout simplement être invalidée

Seulement, onze jours plus tard, suite au retour de de flamme du FCC, Tshisekedi a permis l'investiture du Sénat se dérouler comme prévu.

Leaders de la Société Civile

Autres parties prenantes



Les espoirs de tout un peuple ont été brisés et sacrifiés à l'autel des intérêts et calculs égoïstes de quelques personnes, créant ainsi frustration et découragement.

Archevêque de Kinshasa
Fridolin Ambongo,
le 21 avril, 2019

La société congolaise est distinctement plurielle, où de nombreux acteurs jouent un rôle essentiel dans le processus politique. Les dirigeants de l'Église catholique, en particulier, se montrent critiques envers le régime de Kabila tout au long du processus électoral et n'ont pas mâché leurs mots quant aux résultats officiels. Dans son récent message de Pâques, Monseigneur Fridolin Ambongo, Archevêque de Kinshasa, a déclaré : « Les espoirs d'un peuple ont été brisés et sacrifiés sur l'autel des calculs égoïstes et des intérêts de certains, créant ainsi frustration et découragement ». Alors que seulement 35% des répondants étaient catholiques, 67% ont affirmé avoir une impression positive de l'Église catholique (CENCO).¹⁰ Quatre-vingt-trois pour cent des répondants ont déclaré que la religion devrait jouer un rôle important en politique.

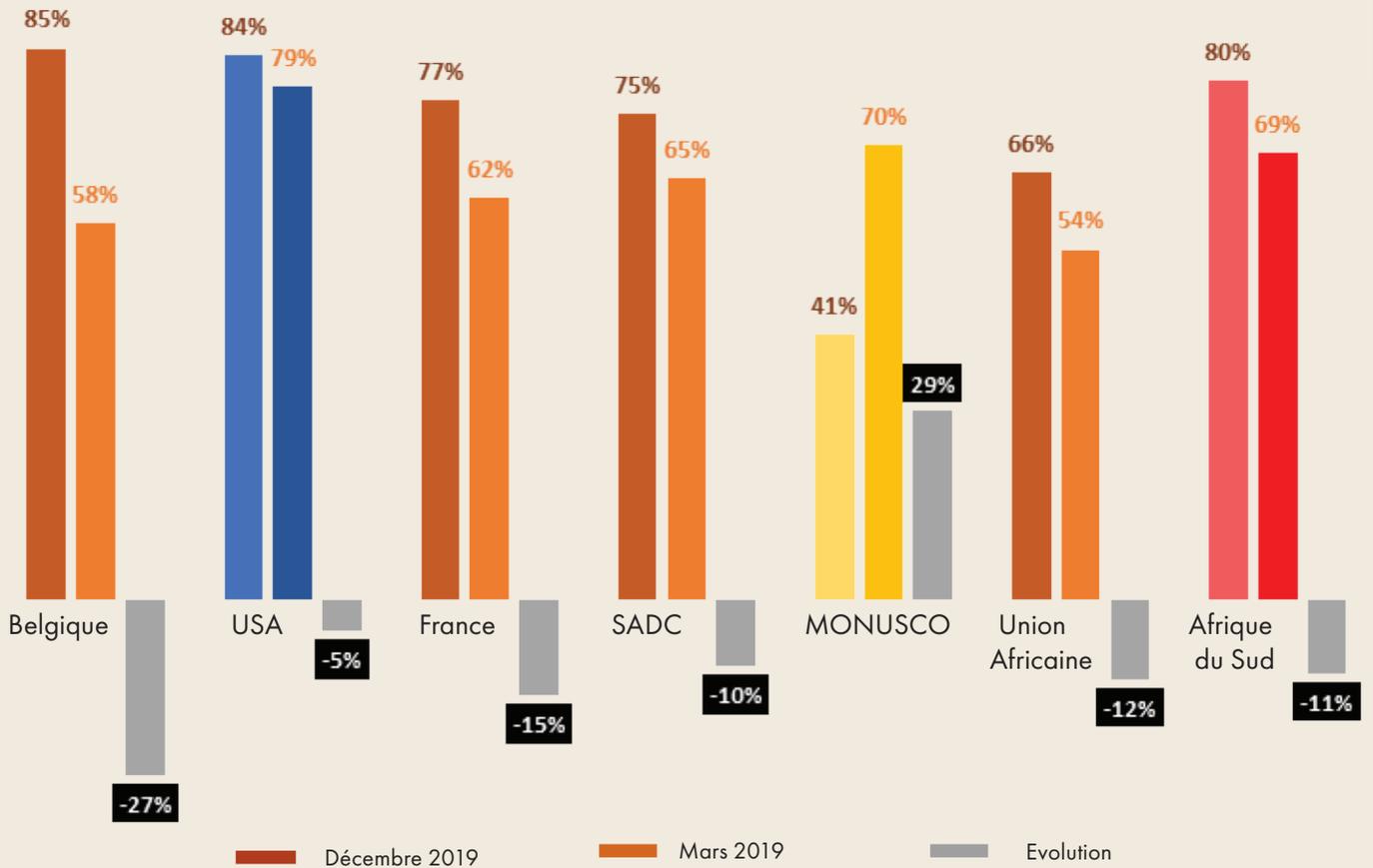
Des niveaux similaires de soutien sont observés pour les mouvements sociaux, tels que Lutte pour le changement (LUCHA) (68% d'opinion favorable) et Filimbi (67% d'opinion favorable), qui ont toujours organisé des manifestations contre le gouvernement Kabila pendant le processus électoral, mais qui ont adopté une position plus modérée depuis l'annonce des résultats. LUCHA, par exemple, a vivement critiqué les élections les qualifiant de frauduleuses, mais a concentré ses protestations sur la fourniture de services publics ainsi que le niveau élevé des frais de téléphonie mobile.

Notre sondage de mars, indique également que, le Prix Nobel de la Paix, Dr. Denis Mukwege demeure très populaire avec 82% de "bonne opinion".

¹⁰ La question portait sur leur instance de coordination, la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO)

?

AVEZ-VOUS UNE BONNE OU MAUVAISE OPINION DES PAYS OU INSTITUTIONS SUVANTS? (BONNES OPINIONS SEULEMENT)



La communauté internationale



La position des Etats-Unis en reconnaissant la victoire de Tshisekedi tout en sanctionnant les organisateurs des élections est très cohérente.

Tibor Nagy, Assistant Secrétaire d'état des affaires Africaines des Etats Unis, janvier 2019

A certains égards, l'opinion publique semble bloquée pendant la période préélectorale. Par exemple, malgré le soutien important des organisation critiquant sévèrement les résultats des élections, 79% des personnes interrogées avaient toujours une bonne opinion du gouvernement des États-Unis, qui a célébré les élections en les qualifiant de « probablement les meilleures que la RD Congo ait connues ». ¹¹ La MONUSCO, la mission de maintien de la paix de l'ONU qui a également salué les élections, était également populaire avec un taux d'approbation de 70%. Cependant, hormis pour la MONUSCO, les taux de popularité concernant la plupart des partenaires étrangers ont chuté par rapport à décembre 2018.

Conclusion

Cent jours après des élections capitales, le président Tshisekedi jouit d'une large popularité et d'un large soutien, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Congo. Cependant derrière les apparences, se cachent des fissures. Son pouvoir est très limité du fait de la domination de la coalition FCC de Kabila au sein de l'Assemblée nationale, du Sénat, des assemblées provinciales et des gouvernements. Tshisekedi a choisi de former une coalition avec le FCC, mais notre sondage révèle que cette décision est relativement impopulaire (53% de mauvaise opinion).

Il montre aussi un électorat impatient pour la concrétisation des réformes et le retrait de Kabila de la scène politique (66%).

Dans l'ensemble, les répondants semblent accepter les résultats des élections — bien que la moitié au moins croient qu'elles ont été truquées — mais uniquement parce qu'ils pensent que cela apporterait des changements. Si ces changements ne se concrétisent pas, le nouveau gouvernement sera probablement confronté à une nouvelle contestation.



¹¹Tibor Nagy, secrétaire d'Etat aux affaires africaines, janvier 2019, tel que cité par Chidinma Irene Nwoye cf. <https://theintercept.com/2019/04/03/congo-elections-us-sanctions/>



Créé en 1990, le « Bureau d'Études, de Recherches, et de Consulting International » (BERCI) est une société à responsabilité limitée dédiée à la mise en œuvre des projets de recherche et d'évaluation pour améliorer la prise de décisions fondées sur des données factuelles en BERCI. Premier Institut de Sondage congolais, les activités de recherche de BERCI sont centrées sur des thématiques liées au développement, à la bonne gouvernance, au renforcement de l'État et à la consolidation de la paix. Les sondages politiques BERCI à but non lucratif sont coordonnés conjointement par la fondation BERCI ASBL.

CONGO RESEARCH
GROUP



GROUPE D'ÉTUDE
SUR LE CONGO

Le groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un projet de recherche indépendant, à but non lucratif dédié à la compréhension de la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous effectuons des recherches rigoureuses sur les différents aspects du conflit en République Démocratique du Congo. Toutes nos études reposent sur une connaissance approfondie de l'histoire et de la sociologie de la problématique étudiée. Nous sommes basés au centre de coopération internationale à l'Université de New York.

Toutes nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur :
www.congoresearchgroup.org et www.gecongo.org

Fondation BERCI, asbl

c/o 480, avenue Kasai, Kinshasa
Kinshasa, Commune de la Gombe
République Démocratique du Congo

@bercisondage
Berci65@yahoo.fr

Center on International Cooperation

726 Broadway, Suite 543 New York,
NY 10003

www.cic.nyu.edu

@GEC_CRG

www.congoresearchgroup.org